



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**



COMMUNIQUE FSU DU 12 FEVRIER 2019

Alors que s'exprime dans le pays la nécessité d'avoir, partout sur le territoire, des services publics de qualité accessibles à toutes et tous et qu'il est donc utile de réfléchir avec tous les acteurs, dont les organisations syndicales, aux évolutions à poursuivre pour répondre mieux aux besoins de la population, le gouvernement a déjà tranché. Et il a particulièrement tranché en ce qui concerne le traitement réservé aux agent-es.

Depuis des mois, la FSU dénonce les projets de recours accru au contrat, de politique de rémunération encore plus individualisée, de mobilité liée aux « départs volontaires », du terme qui serait mis aux accords obtenus localement dans la Fonction publique territoriale (alors qu'on nous explique par ailleurs que dans le privé, il faut négocier au niveau de l'entreprise...), de la mise en place d'une instance unique de dialogue social, de la réorganisation des CAP et de la suppression d'un certain nombre de leurs compétences ... Tous ces leviers « managériaux » ne correspondent en rien au bon fonctionnement des services publics et à leurs finalités.

Visiblement aucune de nos propositions n'a été retenue. Or, le dialogue social ne saurait se cantonner à un monologue de sourd.

C'est pourquoi la FSU réitère, et elle n'est pas la seule, sa demande de report de ce dossier et l'ouverture d'une réelle concertation concernant l'avenir de notre fonction publique pilier du modèle social de notre pays.